

## RAPPEL DU 28 JUIN

---

En trois semaines de lutte, les travailleurs des services publics, avec le soutien ou du moins la souriante patience de leurs usagers, ont porté sur le devant de la scène les questions-clés de cette fin de siècle : l'exigence démocratique dans la recherche des solutions à la crise, l'utilité sociale des services publics, la défense de la sécurité sociale, et, point d'orgue unificateur, la réduction du temps de travail à l'échelle de la vie humaine.

Signataires du texte "Chômage : appel au débat" du 28 juin, nous nous reconnaissons pleinement dans ce vaste mouvement social. Paradoxalement, les travailleurs au statut le mieux garanti y ont assumé, au nom d'une société déchirée, meurtrie par des années de mensonges, de culpabilisation, de vains sacrifices, les premiers pas de l'immense débat que nous appelions de nos vœux. Que disions-nous, en effet ?

\* Qu'on ne pourrait résoudre une crise née de fantastiques mutations techniques, économiques, socio-culturelles, par de pures mesures technocratiques. Seul l'approfondissement de la démocratie permettrait à chacun d'assurer les nécessaires changements.

\* Que la lutte contre le chômage impliquait la progression simultanée selon trois axes : redistribution régulière du travail-emploi sur toute la société par la réduction de sa durée ; reconnaissance et développement de l'économie solidaire d'utilité écologique et sociale ; approfondissement d'un droit au revenu indépendant du travail.

Economistes, sociologues, journalistes, militants de mouvements associatifs ou de citoyenneté, nous l'affirmions au nom d'une expérience capillaire, des multiples débats souterrains de la société depuis quinze ans. Le gigantesque forum occasionné par le mouvement de Décembre 1995 a largement vérifié certains de ces thèmes tout en les enrichissant profondément.

C'est d'abord la question du service public et de son financement qui a servi de

détonateur. Alors qu'il est de bon ton, depuis la fin des années 70, de réclamer la "vérité des prix" dans le secteur public, le rejet du contrat du Plan SNCF a permis de réaffirmer que la régulation marchande ne suffisait pas à mesurer l'utilité sociale. A l'heure où des régions se dépeuplent, où la pollution par les moteurs des automobiles menace l'atmosphère des villes et dérègle le climat planétaire, il est absurde de fermer 6000 kilomètres des lignes ferroviaires au nom de leur manque de rentabilité. Certes, "l'économie solidaire" que nous appelons de nos vœux, hybridant l'économie privée, le secteur public et l'économie non-monétaire, va bien au delà de la question des Grandes Entreprises Nationales. Mais les travailleurs de celles-ci, parce qu'ils avaient les moyens de se faire entendre, ont su rappeler avec force que la société a intérêt à subventionner *en permanence* certaines activités d'utilité écologique ou sociale.

C'est surtout la question des retraites qui servi de ciment unificateur à la lutte et à son mouvement de soutien. A la charnière de la question du revenu garanti et de la réduction de la durée du travail, la question de la retraite a toujours porté en germe la dissociation entre le temps dû par l'individu à la société et le revenu reconnu pour la société à chacun de ses membres. Or, pour la première fois, le débat a été posé en ces termes, à l'échelle d'un mouvement social, par les calicots "*37 ans ½ pour tous, dans le public comme dans le privé*". Ce qui représente une triple inflexion.

\* Alors que depuis plusieurs années de question de la réduction de la durée hebdomadaire du travail monopolisait l'attention, une autre grande forme historique de réduction de la durée du travail (sur la durée de vie) revient à l'ordre du jour. "Pourquoi travailler 40 ans quand nos enfants ne trouvent pas d'emploi ?" disent les parents. "Si nous trouvons un emploi à 26 ans, faudra-t-il donc travailler jusqu'à 66 ans ?" demandent les étudiants.

\* Alors que jusqu'ici les revendications sur la retraite s'exprimaient en termes d'âge de départ ("à 60 ans"), pour la première fois elles s'expriment en termes d'annuités de travail sur l'ensemble d'un cycle de vie (37 ans et demi, 150 trimestres), ce qui ouvre la porte à des formes très souples de transition vers la pleine retraite (travailler deux trimestres par an à partir de 50 ans, etc...). Cette évolution est le double effet du prolongement de la durée des études et du prolongement de la durée de vie humaine.

\* Alors que le passage à 40 ans de cotisations avait été imposé sans résistance aux travailleurs de secteur privé par M. Balladur, parce que le *Livre Blanc* socialiste avait déjà accepté d'aller

de secteur privé par M. Balladur, parce que le *Livre Blanc* socialiste avait déjà accepté d'aller jusqu'à 42 ans, pour la première fois une lutte sociale remet en question ce à quoi les forces organisées de la gauche traditionnelle semblaient déjà s'être résignées. Après 15 ans de replis, de défaites et de reniements, l'espérance d'un progrès social ressurgit.

Cette espérance, il faut aujourd'hui la consolider par le débat : répondre aux objections, approfondir les thèmes unificateurs... Pour notre part :

\* Nous sommes prêts à répondre à toute invitation des collectifs de débat social sur les thèmes de la lutte contre le chômage, en particulier dans le cadre de la préparation de la Conférence de renégociation du traité de Maastricht, ou du Sommet des Sept à Lyon.

\* Nous organiserons, dans l'année 1996, une réflexion approfondie sur le thème : "Réduction du temps de travail au long du cycle de Vie".

Le Groupe de l'Appel au Débat sur Chômage